

Le Parisien 22 avril

Par Thomas Poupeau
Le 21 avril 2020 à 15h03

[Île-de-France & OiseSeine-Saint-Denis](#)

Seine-Saint-Denis : chez les gens du voyage, la peur de l'endettement côtoie celle du Covid-19

Les gens du voyage installés sur l'aire d'accueil de Tremblay-en-France ont presque tous été malades, et l'un d'eux est décédé. Leur activité professionnelle à l'arrêt, ils redoutent aussi l'endettement.



Tremblay-en-France, le 20 avril. Émile Scheitz (et son petit-fils Slone), sur l'aire d'accueil qu'il occupe durant le confinement, avec une cinquantaine de gens du voyage. LP/Thomas Poupeau

« Au moment du déconfinement, on sera saignés à blanc : épuisés par la maladie, tués psychologiquement par ce confinement qui va à contre-courant de notre mode de vie, sans argent et pas certains de pouvoir retravailler... Comme tous les gens du voyage en France ! Mais qui s'en soucie ? Je n'ai pas eu un seul appel de la mairie, ou entendu un mot à notre sujet dans les allocutions présidentielles. Pas le début d'une piste pour nous aider, ou juste nous informer. Rien. »

Émile Scheitz a le cœur lourd. Installé sous l'auvent de sa caravane, [sur l'aire d'accueil des gens du voyage insalubre de Tremblay-en-France](#), il tousse dans son masque en tissu cousu par l'une des femmes du camp. Seize caravanes modestes, une cinquantaine de personnes - anciens, parents, enfants - qui n'ont pas bougé depuis le 17 mars. « Je n'ai pas le Covid-19, sourit-il après sa quinte de toux. D'ailleurs, ici, je suis l'un des seuls à ne pas l'avoir eu. »

Un décès, trois personnes dans le coma

Car ici, le virus a frappé fort. « À part trois d'entre nous, tout camp a été malade ! Trois personnes ont fini à l'hôpital, placées dans le coma, intubées fin mars. L'un d'entre eux est décédé », témoigne Émile Scheitz. Du doigt, il montre une caravane. C'est celle de Jean-Paul, qui avait 58 ans, deux enfants, trois petits-enfants. Mort le 3 avril à l'hôpital Georges-Pompidou, à Paris.

LIRE AUSSI > [Un confinement encore plus particulier pour les gens du voyage](#)

« Il n'avait aucun antécédent médical, n'était pas fumeur, précise Émile Scheitz. Sa femme, qui a aussi été placée en réanimation, est rentrée il y a deux jours. Depuis, elle répète souvent : *Je suis entrée avec lui à l'hôpital, je suis sortie seule...* C'est dur. »

Le camp a tout de même pu organiser un semblant de veillée funèbre autour du défunt, dans une caravane, une tradition essentielle chez les gens du voyage. « Mais ce n'était pas comme d'habitude : on a veillé son cercueil zingué et plombé, personne, ici, n'a vu son visage, ne lui a dit au revoir. [À l'enterrement, on était dix, tous à un mètre de distance](#). Les embrassades, faut oublier. »

4 toilettes pour 50 personnes

Depuis, l'ambiance est lourde. Le virus rôde. Et la colère monte. « On a quatre toilettes pour cinquante personnes, tonne Émile Scheitz. Et comment voulez-vous qu'on se confine dans une caravane ? Évidemment, on essaie de se tenir à distance, mais dans un petit camp, il est difficile de ne pas se croiser, la promiscuité est à son maximum. »

Depuis des années, il se bat pour qu'une aire décente soit construite à Tremblay-en-France. En vain pour l'instant, même si un projet est à l'étude à quelques kilomètres. « En attendant, on se confine dans un bidonville », grince le patriarche.

D'autant que la question de l'argent est désormais posée. Sur l'aire d'accueil, la plupart des familles travaillent sur les marchés. Mais il n'y a plus de marché. « Donc plus de revenus. On est en train de vider nos économies pour acheter à manger. Beaucoup ont un crédit, alors on a demandé le report des traites. Refusé, les banques ne veulent pas », soupire Émile Scheitz.

Les loyers suspendus

Qui pointe le risque de l'endettement pour nombre de nomades. Reste la question des loyers des emplacements à régler aux intercommunalités : 300 € par place, « suspendus » pour le camp d'Émile Scheitz, « mais ce n'est pas le cas dans la plupart des autres aires d'accueil ».

Alors, [comme le reste de la France, Émile Scheitz et son camp attendent le 11 mai](#), en espérant pouvoir retravailler. « Quelles garanties le gouvernement va nous donner de pouvoir exercer notre activité en toute sécurité? On a besoin d'informations! »

Pire, selon lui : lors du déconfinement, l'image des gens du voyage, « déjà pas très heureuse en temps normal », sera empirée. « On nous verra comme des propagateurs de virus, on sera les pestiférés de l'après-confinement », se désole encore le chef du camp.

«Situation dramatique sur tout le territoire national »

Ce que confirme Milo Delage, président de l'association France Liberté Voyage. « La situation des gens du voyage est dramatique sur tout le territoire national ! » Il raconte cette anecdote : « Dans la Vienne, la gérante d'une supérette a refusé de servir les gens du voyage stationnés sur le village. C'est un délit. L'objectif, c'est qu'ils ne restent pas sur place, car ils font peur », se désole Milo Delage, lui-même confiné sur une aire d'accueil en Savoie.

Pour l'associatif, les autorités ont « oublié » les gens du voyage dans la gestion du confinement. Leur nombre pourrait pourtant, selon les estimations des associations, osciller entre 900 000 et 1 million en France. « Il n'est jamais question de nous dans les prises de décision. Exemple : les masques. Il a été annoncé que les villes distribueraient des masques aux administrés. Et nous, qui va nous les distribuer ? »

Le gouvernement, à travers sa Commission nationale consultative des gens du voyage, un organe gouvernemental présidé par l'ancien député de Loire-Atlantique Dominique Raimbourg (PS), s'active pour trouver des solutions. Sur la table : la question du report des loyers, celle d'aides potentielles pour les familles de gens du voyage les plus touchées financièrement... Prochaine réunion : le 15 mai.